

JULIA KRISTEVA

“LA BULGARIE, L'EUROPE POST-TOTALITAIRE ET MOI”

BIO EXPRESS 1941

Naissance à Sliven, dans l'est de la Bulgarie. Julia Kristeva fréquente une école tenue par des religieuses françaises, bientôt interdite, puis l'Alliance française.

1965

Elle part pour Paris avec 5 dollars en poche, grâce à une bourse d'études du gouvernement français.

1967

Mariage avec Philippe Sollers.

1973

Thèse en linguistique sous la direction de Lucien Goldmann.

1987

Membre de la Société psychanalytique de Paris.

1989

Voyage en Bulgarie avec François Mitterrand.

2003

Elle fonde, avec le professeur Charles Gardou, le Conseil national du handicap (CNH), qui a pour but de sensibiliser, former et informer la population sur les différents handicaps et leur prise en charge.

Trois mois ont passé depuis la publication du dossier du KGB bulgare qui classait Julia Kristeva comme espionne sous le nom de “Sabina”. L'occasion pour la sémiologue, psychanalyste et romancière, qui a démenti, d'interroger le malaise européen à travers son pays natal.

Je suis indignée par *l'Obs* qui m'a déclaré agente du KGB, diffusant cette désinformation avec la bonne conscience des intouchables. Ceux qui se donneraient la peine de lire le dossier monté par la police totalitaire constateraient, au contraire, que c'est moi qui faisais l'objet de surveillance et non l'inverse. En effet, 16 agents m'ont été envoyés, imaginant des prétextes pour justifier leurs voyages à l'Ouest.

Aucune tâche, ni mission ne figurent dans ces archives staliennes. On se contente de me prêter des opinions dans des phrases écrites à la troisième personne, sur Aragon par exemple, ou le Printemps de Prague qui « *n'est pas dans l'esprit du PC bulgare* ». Puisque comme « espionne » j'étais nulle, mon mari Philippe Sollers a semblé devenir leur cible principale. Il les intéressait, car il fréquentait les ambassades de Chine et d'Albanie, et [l'année où fut ouvert le dossier « Sabina »] il avait créé une publication très maoïste, *le Mouvement de juin 1971*, qui a duré trois mois. L'esprit en était plutôt voltairien et ne semblait pas peser gravement sur les relations sino-soviétiques, mais le KGB a dû penser que je pourrais être utile pour atteindre ce dangereux meneur. Je relève trois

étapes dans cette sombre affaire : 1) les services secrets fabriquent un dossier, pondent des rapports bureaucratiques pour l'étayer ; 2) les commissions de « lustration » (épuration) balancent ces dossiers sur la voie publique, sans les interpréter, ni prévenir les intéressés, présentés comme des collabos ou des traîtres ; 3) une certaine presse de gauche occidentale relaie tout cela sans faire son travail, soit parce qu'elle a un sentiment de culpabilité, soit par incapacité à analyser l'histoire.

Etrangère, une chance

Il faudrait analyser l'épreuve qui m'a été infligée dans le contexte actuel de l'Europe post-totalitaire, où les nostalgies du passé communiste se croisent avec les revendications chauvines. Je me propose de poursuivre cette réflexion en relevant la convergence symptomatique entre, d'une part, les systèmes totalitaires qui bafouent les droits humains,

d'autre part, la fièvre médiatique du scoop et des *fake news* qui détruisent en toute impunité des réputations, des vies, et piétinent l'intimité. Je n'exclus pas de mener un procès pour démontrer cette convergence. J'ai vécu mon départ de Bulgarie, en 1965, comme un véritable exil. C'était l'époque du dégel. L'éducation communiste, par-delà son « *idéologie du mensonge* », avait l'avantage de nous transmettre l'universalisme des Lumières. A l'université, nous discutons la dialectique de Hegel, la critique qu'elle a engendrée du marxisme lui-même, Georg Lukacs et ses disciples. Le PC français, c'était pour moi Aragon avec *la Semaine sainte* et *les Lettres françaises*, et la revue *la Nouvelle Critique* qui devait s'ouvrir à *Tel Quel* et au structuralisme. A Paris, le milieu littéraire et universitaire qui s'intéressait à ce structuralisme, issu du formalisme russe, et à un marxisme à interpréter, m'a tout de suite accueillie et intégrée.

“DÉNONCIATIONS, AIGREURS ET VENGEANCES SONT RECOUVERTES DU FAMEUX ‘SENTIMENT NATIONAL’, AUSSI IDÉALISTE QUE REVANCHARD, QUI CONDAMNE CETTE PARTIE DE L'EUROPE À SE FIGER EN BANLIEUE DE L'HISTOIRE EN SOUFFRANCE.”



John Foley / Opale / Leemage

Je me suis inscrite à l'École des hautes études. J'étais heureuse d'appartenir à un monde nomade qui, dans l'esprit qui précédait 1968, constituait une communauté internationale et chercheuse. Le fait d'être étrangère m'a paru une chance, même si j'ai d'emblée su que je ne serais jamais française parmi les Français. Ma « dissidence », mon « engagement » fut de saisir la liberté intellectuelle qui s'offrait à moi pour développer les savoirs que j'apportais de Bulgarie et que j'ai pu approfondir au contact des avant-gardes littéraires et intellectuelles de la gauche en France, en Europe et très intensément aux Etats-Unis.

J'ai vraiment coupé les ponts avec la Bulgarie – c'était facile, car il n'y avait ni téléphone ni Internet. Mais il ne fallait surtout pas que j'y sois considérée comme « ennemie du peuple » car mes parents et ma sœur y vivaient. J'essayais donc de garder des relations, en allant périodiquement à l'ambassade pour obtenir leurs visas. J'y ai rencontré, fatalement, des apparatchiks, assis derrière leurs bureaux. Je communiquais par courrier avec mes parents,

qui sont venus trois fois en France entre 1966 et 1989, grâce à l'intervention de Jacques Chaban-Delmas. C'est cette correspondance de 29 lettres qui a été interceptée et divulguée, ce que je trouve être la partie la plus sordide de cette affaire. Je l'ai vécue comme un véritable viol. Au moment où le monde entier s'émeut du fait que les données personnelles sont dévoilées sur les réseaux sociaux, mes lettres sont diffusées non seulement dans les archives du KGB bulgare, mais *urbi et orbi* sur la terre entière et aucun journaliste ne s'en est ému. Pas plus que la commission citée plus haut.

Je ne suis pas retournée en Bulgarie pendant très longtemps. J'y suis allée en 1983 avec mon fils (né en 1975) pour qu'il rencontre mes parents. J'y suis retournée en janvier 1989, avec François Mitterrand, qui m'a intégrée dans sa délégation, et nous avons rencontré des dissidents. Depuis la chute du mur de Berlin, j'y suis allée de manière un peu plus continue. Les spectres du totalitarisme ne restent pas dans les placards de la police. Ils envahissent de ressentiment la place publique.

“JE COMMUNIQUEAIS par courrier avec mes parents, qui sont venus trois fois en France entre 1966 et 1989. C'est cette correspondance de 29 lettres qui a été interceptée et divulguée, ce que je trouve être la partie la plus sordide de cette affaire. Je l'ai vécue comme un véritable viol.”

Dernier ouvrage publié : *Je me voyage. Mémoires, entretiens avec Samuel Dock*, Fayard, 2017.

Je l'entends, au sens de Nietzsche, comme une incapacité à transformer les blessures du passé et les frustrations du présent en action, pour se complaire dans l'hostilité de la réaction. Dénonciations, aigreurs et vengeances souvent recouvertes du fameux « sentiment national », aussi idéaliste que revanchard, et qui condamne cette partie de l'Europe à se figer en banlieue de l'histoire en souffrance.

Responsabilité

Il n'y a pas d'autre sortie de cet état toxique que d'approfondir la réévaluation du phénomène totalitaire. En Bulgarie, les idées des Lumières ont été imposées par les élites. Elles n'ont pas suffisamment imprégné les comportements sociaux, les structures institutionnelles. La pensée-interrogation fleurit dans les universités, elle est absente dans l'espace politique. La dérive totalitaire, écrasant les aspirations sociales et sociétales, a détourné les citoyens de la citoyenneté. L'après-communisme est aujourd'hui tenté par un retour vers la spiritualité, la foi religieuse réactionnelle ou communiste, qui progressent en doublure du spectacle, de la com et du marketing hyperconnecté, sans les mettre en question. Les démocraties post-totalitaires sont confrontées à la difficulté de faire vivre la culture humaniste, dont la refondation permanente nécessite d'interroger l'identité, la nation, la foi et le besoin de croire lui-même.

L'Europe porte une lourde responsabilité dans cette fracture qui se creuse et met à mal son projet. Si l'accomplissement des droits de l'homme réside bien dans le respect de la personne et de sa créativité singulière, le flux des capitaux ne suffit pas pour les garantir et les transmettre. Un effort d'éducation, de formation et de culture s'impose à tous, de l'école à l'entreprise, pour favoriser l'émergence d'une réévaluation du passé, qui permettra que le ressentiment réactif cède la place à un renouvellement politique démocratique. ■

PROFDS RECUEILLIS PAR ANNE DASTAKIAN